

STOP LOI SÉCURITÉ GLOBALE

MARCHE DES LIBERTÉS

SAMEDI 30 JANVIER 2021

CHAUMONT - 11 H

PLACE DE L'HÔTEL DE VILLE



JEUDI 4 FÉVRIER

ENSEMBLE, FAISONS

ENTENDRE NOS

REVENDEICATIONS

10 H PLACE DE L'HÔTEL DE VILLE

CHAUMONT

ÉDITO, EN ATTENDANT LE VACCIN...

JACK FORMET *syndicat CGT des retraités de Chaumont*

La livraison du vaccin se fait désormais attendre... Qui s'en étonnera ? La Macronie ne nous a-t-elle pas habitués à subir les conséquences de son incurie ? Et si aujourd'hui elle essaie de faire porter le chapeau à son fournisseur, la liste de ses nombreux retards est là pour rappeler que son incapacité à combattre sérieusement la pandémie relève d'une scandaleuse logique. La course aux précieux flacons n'est d'ailleurs que la manifestation - une de plus - de son irresponsabilité qui se paie en vies humaines et en souffrances.

Il est un fait notoire sur lequel le trio Macron-Castex-Véran préfère garder le silence, mais qui justifierait à lui seul la plus lourde des sanctions : sur le champ de bataille, c'est la désertion. En effet, parmi les cinq membres du Conseil de sécurité de l'ONU, seule la France n'a pas conçu de vaccin et elle doit à présent « faire la queue » et suivre la file d'attente au guichet du marché vaccinal selon les desiderata de l'Américain Pfizer. Et pourtant...

Le pays disposait de formidables moyens, enviés et souvent copiés à travers le monde, qui lui permettraient aujourd'hui d'être aux avant-postes de cette « guerre » que le président de la République prétendait gagner. Parmi ces moyens, le groupe Sanofi, l'un de nos plus beaux fleurons... Il a été sacrifié pour des raisons mercantiles, privilégiant la rentabilité à court terme avec des services et des produits déjà prêts, ne nécessitant plus d'investissements, et refusant à son secteur « recherche et développement » le financement nécessaire.

C'est ainsi que, sur les dix dernières années, Sanofi a licencié 2 000 chercheurs et, le 26 juin dernier, la direction de l'entreprise annonçait la suppression de 1 000 postes supplémentaires tout aussi stratégiques.

Pour en sortir victorieux, la « guerre » demandait des armes et, depuis des décennies, la France disposait des plus hautes compétences. Les belles paroles et autres promesses, les discours, martiaux ou lénifiants, les entourloupes, les remontrances, les conseils infantiles et les mensonges ne changeront rien à la pandémie dont l'extension planétaire ne justifie nullement les carences gouvernementales. Bien au contraire, elle les a sévèrement accentuées aux dépens de toute une population qui exige des moyens, mais aussi des explications et de la transparence pour en finir au plus vite...

La vie de milliers de citoyens n'est-elle pas en jeu ? **J.F.**



LES PERSONNELS DE L'ÉDUCATION NATIONALE EN GRÈVE

La FSU, le Syndicat FO Éducation et Educ'Action-CGT appellent les enseignants à se mobiliser mardi 26 janvier. Lors de la conférence de presse et du rassemblement qui a suivi devant les locaux de l'Inspection d'Académie, les trois syndicats ont tenu à faire part de l'inquiétude et de la colère qui montent chez les enseignants et plus largement parmi tout le personnel de l'Éducation nationale.

Les salaires continuent d'être à la traîne et les suppressions de postes et de classes se poursuivent, même pendant la pandémie. Les syndicats demandent également un vrai statut pour les agents (AESH et AED) et la création de tous les postes nécessaires au bon fonctionnement des établissements et services. Ils exigent qu'il soit mis fin aux classes surchargées.



Rassemblement devant l'Inspection académique. Notre syndicat a apporté son soutien à cette action.

ET DEMAIN...?

Il y aura un **DEMAIN**. Quand ? On ne le sait pas. Comme l'horizon, il recule constamment au fur et à mesure que l'on avance. De quoi sera-t-il fait ?

Boris Cyrulnik, éminent neuropsychiatre et conférencier, reconnu pour ses travaux universitaires sur l'éthologie* et le concept de résilience, expose, dans un article d'Info Durable, les différents dangers et les issues à la sortie de cette crise, à l'origine sanitaire, qu'il qualifie de **CHAOS** : « après une désorganisation sociale, un nouvel ordre se mettra en place », mais reste à savoir lequel.

Il préconise de prendre le chemin de la **résilience** (de la même famille que la résistance), « cette capacité d'un individu à surmonter les moments douloureux de l'existence et à se développer malgré l'adversité, pour éviter le chemin de l'effondrement traumatique », dont les symptômes sont déjà présents : mal être, troubles psychiques, violences intrafamiliales ...

Par les mesures prises, on nous autorise une vie biologique, peu efficace et rassurante, mais qui ne donne plus **SENS A LA VIE** : sans relations humaines vraies, sans projets, sans culture, sans études... sans rêves. Le confinement apporte peut-être une sécurité physique, mais aussi une agression psychique.

Outre le germe du virus, cette crise porte en elle les germes du monde d'après. Boris Cyrulnyk esquisse trois scénarios possibles, dont les deux premiers ont déjà été historiquement expérimentés après une crise, avec ce particularisme dans la crise que nous vivons, qu'elle a donné le pouvoir, parfois morbide, au monde médical et les politiques s'inspirent de leurs décisions parfois contradictoires.

Premier scénario : **remettre en place le monde d'hier**, d'hyperconsommation et d'hyper mobilité, et, dans trois ans, nous avons un nouveau virus.

La deuxième voie serait celle de la **désespérance**, suite au KO social, sanitaire, culturel, qui amènerait l'avènement d'un dictateur : « j'ai la solution, votez pour moi », adoubé par les puissances financières. Ces deux voies pouvant, selon les situations, se conjuguer.

Mais il y a une troisième possibilité, l'organisation d'une **véritable transformation sociale** qui tire les leçons de la catastrophe et permette l'épanouissement collectif. C'est à ce scénario que nous rêvons, enfin se nourrir de tout ce que cette crise a pu faire émerger comme dysfonctionnements et aussi comme espoirs. Mais les tenants du pouvoir et le Medef ne laisseront pas faire.

Alors, rassemblons-nous et luttons !

L. LAPRADE

*éthologie : étude scientifique du comportement

CARREFOUR VEUT SUBSTITUER 15 000 EMPLOIS PRÉCAIRES À 15 000 EMPLOIS ACTUELS

Début décembre 2020, le PDG de Carrefour avait annoncé que le géant de la grande distribution allait embaucher, en 2021, 15 000 jeunes de la « génération Covid ».

Ces embauches auront un effet pervers avec la suppression immédiate de la plupart des contrats à durée indéterminée et le non renouvellement des CDD. « *Pratiquement plus aucune embauche en CDI n'aura lieu dans le groupe Carrefour en 2021* », souligne la fédération CGT Commerces dans un communiqué. « *Pourtant les salariés en CDD n'ont pas démérité et certains d'entre eux avaient même une promesse d'embauche en CDI.* »

Carrefour a flairé la bonne aubaine du plan gouvernemental « 1 emploi, 1 jeune ».

Profitant de la crise Covid, le groupe commercial veut bénéficier de l'aide de 4 000€ par embauche d'un jeune de moins de 26 ans au SMIC pour une durée d'un an. En se séparant des emplois de longue date et en embauchant de jeunes précaires, Carrefour économise des salaires et pourra ainsi empocher la coquette somme de 60 millions d'euros. Pourtant, l'entreprise n'a pas subi le confinement puisque les grandes surfaces commerciales sont restées ouvertes, contrairement aux petits commerces.

PASCAL PRUVOT

66 MILLIONS DE PROCUREURS ET MOI ET MOI ET MOI !

« *La France compte 66 millions de procureurs* ». Jupiter, sur son piédestal, ne supporte pas les critiques de sa gestion calamiteuse de la crise. Si personne ne conteste les difficultés engendrées par la crise sanitaire inédite que nous traversons, la gestion de celle-ci par le gouvernement suscite légitimement de nombreuses critiques. Le bilan est sans appel : les campagnes « massives » de tests ont été un échec. Après les masques, après les tests, ce sont les vaccins qui sont distribués au compte-gouttes.

Le pays paye chèrement le démantèlement de l'hôpital public et de la recherche, tandis que les grands groupes pharmaceutiques, tel Sanofi, n'ont aucun scrupule à engranger des profits colossaux, à empocher des aides publiques pharamineuses, tout en supprimant des postes dédiés à la recherche (voir le Journal du syndicat n° 229). **P.P.**

EN HAUTE-MARNE COMME EN FRANCE : PÉNURIE DE VACCINS

Avec 5 000 doses de vaccins, l'Affranchi du 22/01/2021 nous fait remarquer que « *La Haute-Marne n'est pas près de pouvoir vacciner les 20 000 habitants de plus de 75 ans et autres personnes prioritaires. La prise de rendez-vous a d'ailleurs été stoppée* ».

PRENEZ CONTACT/ADHÉREZ

À RENVoyer : SYNDICAT **CGT** DES RETRAITÉS DE CHAUMONT
24 AVENUE DU GÉNÉRAL LECLERC 52000 CHAUMONT

Nom, Prénom :

Adresse :

Mail :

Téléphone :

Mail secretariat@cgtretraites-chaumont.fr Tél : 06 79 61 00 78



HAUTE-MARNE : DÉSERT PROGRAMMÉ ?

En avril 2020 un événement a fait jaser. S'appuyant sur les données de l'opérateur Orange, l'Insee a produit des estimations sur la migration suite au confinement. Paris perdait 11 % de sa population, ce n'est pas mince ! Et, surprise, entre départs et retours, la Haute-Marne se voyait attribuer un solde positif (mais provisoire) de 4 000 âmes. Tout simplement énorme ! Le corollaire, c'est le rêve visionnaire d'Alphonse Allais qui prend corps. À l'avenir, les villes seront construites à la campagne !

L'exode, de rural, devient urbain. Voilà pourquoi, à grand coup de com' dans la capitale, le 52 se fait fort, comme Jésus les pains, de multiplier ou, plus modestement accroître, sa population. Pourtant la persistance de cette idée (payante) va à l'encontre des études successives produites par l'Insee sur l'accroissement démographique continu de l'aire des métropoles.

L'organisme fait tourner à plein ses machines à stats. Il publie d'abord le chiffre officiel de la population du département au 1.01.18. Chute conséquente de 1 600 âmes après celle de 2 440 l'année précédente. Puis il nous gratifie le 19 janvier dernier de ses données prévisionnelles, qui confirment ce que nous avançons dans un précédent article. À savoir, qu'au 1^{er} Janvier de cette année, la Haute-Marne est passée sous la barre des 169 000 habitants. De plus, sa publication quinquennale 2008 à 2018 qui a été étendue de trois ans jusqu'à 2021 désigne le 52 comme indiscutable grand perdant de tout le Grand-Est.

Le taux de perte de 7,27 % alors que le pays progresse de 2,83 % montre un recul de 10 %. Et désigne aussi la Meuse, ce qui n'est pas innocent, bonne deuxième. C'est dans ce contexte, et en lien évidemment avec l'ensemble des crises que nous vivons, qu'est publié l'avis, sulfureux à plus d'un titre, de l'AUTORITÉ ENVIRONNEMENTALE dans le cadre de la Déclaration d'utilité publique de la poubelle nucléaire Cigéo.

Nous retiendrons de cet avis (forcément) éclairé de 56 pages, l'idée qu'il faut « en application du principe de précaution, chercher à limiter durablement la population exposée ». L'alternative consisterait à désertifier ni plus ni moins « le territoire potentiellement exposé aux risques sanitaires... ». C'est-à-dire y développer de l'activité sans humains, dédiée à la préservation de la nature et sa biodiversité. On croirait du B. Abba dans le texte, sans cette poésie dont elle a le secret. Le tout, ce qui est un comble, grâce à une mise sous perfusion financière de dizaines de millions d'euros censés favoriser le développement de ces territoires abandonnés.

G. TARDENOIS

*Articles consultables sur notre site <https://cgtretraites-chaumont.fr/bienvenue.html>

INSEE ÉVOLUTION POPULATION GRAND-EST -2008-2021								
En jaune les populations en fin de période. En blanc le % de perte ou gain entre les 2 dates.								
En rouge/bleu les écarts sur la période totale								
Périodes	2018-2021		2013-2018		2008-2013		2008-2021	
Ardennes	265 213	-0,8%	326 606	0,4%	280 907	-0,2%	-15 694	-5,59%
Aube	310 222	0,0%	310 020	0,2%	306 581	0,3%	3 641	1,19%
Marne	561 972	-0,3%	567 462	-0,1%	569 999	0,1%	-8 027	-1,41%
Haute-Marne	168 316	-1,1%	174 069	-0,8%	181 521	-0,5%	-13 205	-7,27%
Meuse	179 154	-1,1%	185 355	-0,7%	192 094	-0,2%	-12 940	-6,74%
Moselle	1 038 901	-0,1%	1 043 524	-0,1%	1 046 873	0,1%	-7 972	-0,76%
Meurthe-et-Moselle	730 036	-0,2%	733 469	0,1%	731 004	0,0%	-968	-0,13%
Vosges	359 139	-0,6%	366 112	-0,5%	375 226	-0,3%	-16 087	-4,29%
Bas-Rhin	1 147 820	0,4%	1 133 552	0,4%	1 109 460	0,3%	38 360	3,46%
Haut-Rhin	764 044	0,0%	764 981	0,2%	758 723	0,3%	5 321	0,70%
France + DOM	67 422 241	0,2%	66 732 538	0,4%	65 564 756	0,5%	1 857 485	2,83%

JEAN-FRANÇOIS VILBOIS



Libre-penseur, président de la Ligue des Droits de l'Homme de Haute-Marne, Jean-François Vilbois vient de nous quitter. Il avait 81 ans, son cœur a lâché. Cœur, c'est le mot qui vient en tête à toutes celles et ceux qui l'ont connu. Un homme de cœur, disponible, solidaire, fraternel. Un humaniste militant.

Les proches et les adhérents de la LDH se souviennent des manifestations des lundis, mercredis, vendredis devant la mairie pendant près un an et demi pour soutenir une mère de famille du Kosovo et ses enfants arrêtés dans leurs salles de classe, expulsés hors de France. De son soutien sans faille aux demandeurs d'asile qu'il accompagnait en Préfecture pour défendre leurs droits. Quelle importance qu'ils soient Africains, Kosovars, Russes ou Roms ! Dans ce monde où la violence, les inégalités, les guerres, la famine détruisent tant de vies ou conduisent tant d'hommes, de femmes et d'enfants à l'exil, Jean-François a fait le choix de les accueillir, financièrement s'il le fallait, lorsque la faim tapait à la porte, de les accompagner et de les aider dans leurs démarches.

Jean-François nous manque en ces temps de désolation où l'on nous affirme que le meilleur moyen de combattre un virus, c'est de nous priver de nos libertés. Et lors des Marches des libertés, lisant le communiqué de la coordination nationale que j'avais téléchargé sur le site de la Ligue, chaque fois je pensais à lui...

Ce fut un réel bonheur et un honneur de militer au côté d'un homme d'une telle droiture et d'un tel dévouement.

Les adhérents de la LDH, ceux des syndicats FSU, Sud Santé et des retraités CGT de Chaumont ont choisi de lui rendre hommage, samedi 30 janvier à 11h, place de l'Hôtel de Ville, en ouverture de la Marche des Libertés. Salut et fraternité, Jean-François.

RICHARD VAILLANT

Merci à **ISABELLE PATELLI**

À PROPOS DU GAZODUC

Procès en cours contre la société GRT Gaz concernant des atteintes à l'environnement consécutives à la construction du gazoduc qui transporte le gaz depuis Dunkerque jusqu'à Voisines en Haute-Marne.

C'est l'Office français de la biodiversité qui a engagé des poursuites. En effet, la faune et la flore ont été durablement impactées par ces travaux. En outre, les mesures de reboisement et de remise en état figurant dans le cahier des charges de l'entreprise n'ont pas été respectées.

L'association France Nature Environnement (FNE) s'est portée partie civile. Si l'on peut se féliciter de cette plainte, on s'interroge sur la lenteur avec laquelle les pouvoirs publics ont réagi. D'autant que l'État, les préfets ont pudiquement détourné les yeux devant le carnage annoncé par ces gigantesques travaux. On dira la même chose des députés de la circonscription (dont l'actuelle secrétaire d'Etat à la Biodiversité). Notons que les communes ont été amenées à donner préalablement leur avis lorsque les travaux du gazoduc concernaient leur territoire. Elles ont pu mesurer « en direct » leur impact sur les paysages. Le silence sur la destruction de la faune et de la flore dans cette zone alors qu'on était en préfiguration de la création du Parc national des forêts est particulièrement inexplicable. Silence des communes, l'État ferme les yeux car l'essentiel c'est que le parc voie le jour et que le vote positif des communes soit acquis. Même au prix de coups de canifs à l'environnement.

Il faut aussi signaler que les exemples de pratiques inadmissibles des pouvoirs publics en matière d'environnement n'ont pas manqué.

Rappelons le silence officiel lorsque des habitants de Châteauvillain et quelques militants syndicaux ou écolos ont dénoncé le massacre de la nature dans le Parc aux daims avec le projet Animal Explora, présenté comme le portail du Parc national. Avec l'argent du département (notre argent), on a détruit à coup de dynamite un écosystème d'une rare richesse, bétonné le parc et liquidé plusieurs centaines de daims.

Rappelons aussi que jusqu'à l'ultime minute précédant la création du Parc national, l'ONF a coupé à blanc des parcelles entières dans la Réserve intégrale. Ce que le journal l'Affranchi a résumé du titre : « Massacre à la tronçonneuse dans la réserve du Parc ? ». Oui, dans la Réserve intégrale, ce sanctuaire où l'on doit retrouver la forêt « primale » d'avant que l'Homme ne vienne tout gâcher...

Présenté comme un nouvel eldorado, une chance pour la Haute-Marne en pleine détresse économique, sociale et écologique, le Parc a été construit sur le mensonge : faire voir la vie en vert, alors qu'en sous-main les plus gros pollueurs font le guet. Taxe carbone oblige...

ADRIANA FERNANDEZ ET RICHARD VAILLANT



VACCIN : VIVEMENT 2024 ?

Au 26/01/2021, entre 0.88% et 1.77% des Français ont reçu au moins une dose de vaccin.

Le Ministère de la Santé ne communiquant pas le nombre de 1ère et 2ème injections, il n'est pas possible de connaître la proportion exacte de vaccinés. Il reste au moins 58.23% des Français avant d'atteindre un taux de vaccination de 60%. *Un taux de vaccination de 60% ne permet pas nécessairement d'atteindre une immunité collective.*

Pour vacciner l'ensemble de la population adulte (52 millions de personnes) d'ici à août 2021, il faudrait injecter **468 346 doses** chaque jour. Au rythme actuel (moyenne des 7 derniers jours), l'objectif de vacciner l'ensemble de la population adulte serait atteint le **12 mai 2024** -

Source : CovidTracker <https://covidtracker.fr/vaccintracker/>

MUTUELLES + 4,3% CETTE ANNÉE

L'UFC Que Choisir a lancé un appel à témoignages et a recueilli des centaines d'avis d'échéance de complémentaires santé : "623 contrats individuels, provenant de 123 organismes complémentaires différents". Leur analyse a permis "de mettre en évidence une inflation médiane des assurances santé de 4,3% en 2021, soit trois fois plus que l'augmentation du pouvoir d'achat des Français espérée cette année". Cette inflation "poursuit tristement les hausses massives de cotisations de ces dernières années, soit respectivement 4% en 2019 et 5% en 2020. L'UFC-Que choisir souligne qu'en cette "période de crise", cette augmentation des tarifs est mal venue car elle "pèse lourd (...) sur le budget des ménages, puisqu'elle correspond à un surcoût annuel médian de 79 €, qui dépasse même les 200 € pour 1 assuré sur 5."

LE DESSIN DE LA SEMAINE



SOUTENEZ LE JOURNAL DES RETRAITÉS CGT DE CHAUMONT

CHAQUE SEMAINE, VOUS LISEZ AVEC INTÉRÊT LE JOURNAL DES RETRAITÉS DE CHAUMONT. AIDEZ VOUS AUSSI À SA DIFFUSION EN VERSANT À LA SOUSCRIPTION

Nom, Prénom :

Verse.....euros

REMETTRE À UN.E MILITANT.E DU SYNDICAT CGT DES RETRAITÉS DE